

# PRESS BOOK 2017



ATELIER DE VALIDATION UNU-INRA JANVIER



SEMINAIRE INTERNATIONAL IP4GROWTH FEVRIER



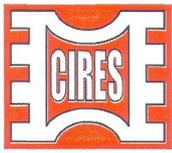
ATELIER SUR LE CHOMAGE EN COTE D'IVOIRE MARS



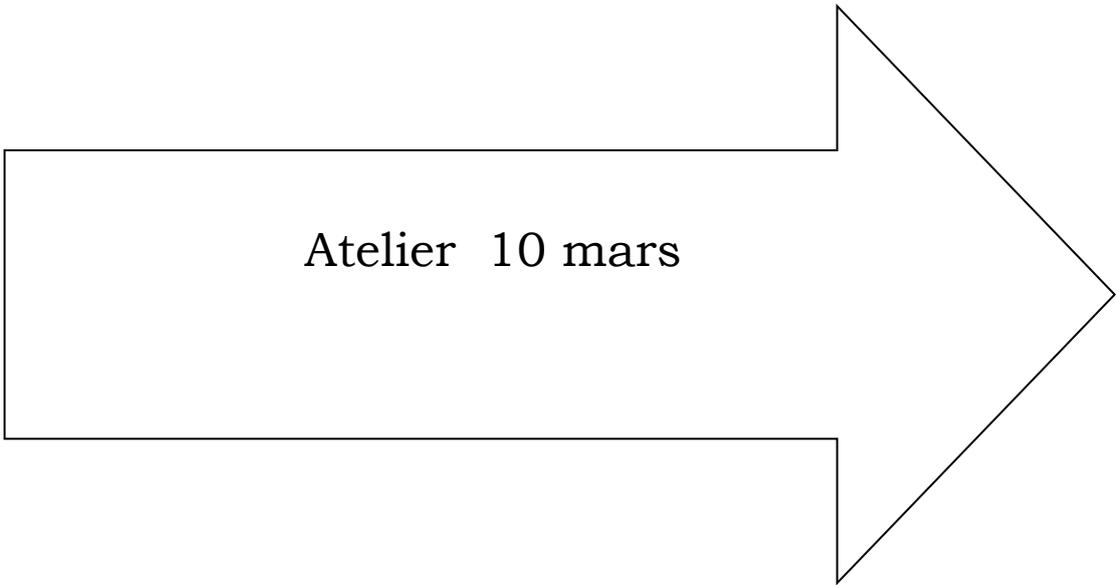
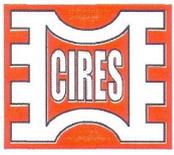
PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ETUDE SUR LES ACCORDS DE  
PAIX AVRIL



CONFERENCE DE PRESSE PROJET CRDI-CIRES DECEMBRE



*« PRESS-BOOK 2017 » est un document qui assemble toutes les coupures de presse. Classées dans un ordre chronologique, ces articles de presse sont des comptes rendus des cérémonies et activités qui se sont déroulées au CIREs au cours de l'année et qui ont été couverts par la presse.*



RECHERCHES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

## Début des séminaires du Cires, le 23 mars prochain.



*Dr Diarra Ibrahim (au c) a indiqué que le Cires est classé 1er des centres nationaux de recherches en Afrique francophone (Ph J.B.)*

Les séminaires du Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (Cires) débutent le 23 mars prochain. C'est ce qu'a fait savoir Dr Diarra Ibrahim, Directeur de cet institut de recherche, au cours d'une conférence de presse qu'il a animée le 9 mars 2017, à Cocody. « Les séminaires mensuels dont le lancement se fera, le jeudi 23 mars 2017, seront le cadre d'échanges sur des questions opérationnelles. J'encourage d'ailleurs nos amis de l'administration, du monde

professionnel public et privé, à participer à ces séminaires par des communications individuelles ou conjointes avec nos chercheurs », a-t-il exhorté. Dr Diarra a fait remarquer que les activités de recherche du Cires couvrent un grand nombre de domaines. Les premières études menées par les chercheurs de ce centre, concernaient le secteur agricole, en raison du rôle moteur que ce secteur devait jouer dans le développement économique du pays. « Au fil du temps, le centre s'est orienté vers des

thématiques relatives aux questions liées à la gouvernance économique et institutionnelle, à la lutte contre la corruption, aux mouvements migratoires, au développement industriel, à la sécurité et à la consolidation de la paix, à l'insertion et la réinsertion économique et sociale, à l'évaluation des performances des entreprises parapubliques et privées, à l'environnement etc. », a indiqué Diarra Ibrahim. Qui a ajouté que le Cires s'orientera de plus en plus vers la construction de modèles et indicateurs économiques. « Nous projetons d'élaborer un modèle macro-économétrique pour la Côte d'Ivoire ; réfléchir à la conception d'un indicateur de l'émergence ; approfondir la réflexion sur la définition et les indicateurs alternatifs de mesure de la pauvreté », a-t-il souligné.

Jonas BAIKEH

## Lutte contre la pauvreté

# Le Cires en quête de nouvelles stratégies

**L**e Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (Cires) veut prendre une part active dans la réalisation de l'émergence de la Côte d'Ivoire. Ce, par la divulgation de ses nombreux travaux de recherches en mal de communication. Lors d'une conférence tenue, récemment, les responsables de l'Institution ont annoncé des séminaires mensuels dont le lancement officiel est prévu pour le 23 mars 2017. La conférence a été animée par le directeur du Cires, Dr Diarra Ibrahim. Parlant du bilan, il a dit qu'au fil du temps, « le Centre s'est orienté vers des théma-

*tiques relatives aux questions liées à la gouvernance économique et institutionnelle, à la lutte contre la corruption, aux mouvements migratoires... Les nouveaux défis du Cires portent sur l'élaboration d'un modèle macro-économique pour la Côte d'Ivoire, la conception d'un indicateur de l'émergence, l'approfondissement de la réflexion sur la définition des indicateurs alternatifs de mesure de la pauvreté. » S'agissant justement de l'émergence, Dr N'guessan Coffie a indiqué qu'il y a de quoi à espérer pour la Côte d'Ivoire, vu que « la richesse se crée sur un long moment.»*

JB KOUADIO

# Le PATRIOTE

www.lepatriote.net

Prix : 300 F CFA

23<sup>ème</sup> Année — N°5175

Vendredi 10 Mars 2017

EMERGENCE DE LA CÔTE D'IVOIRE/ DR N'GUESSAN COFFIE (CIRES) :

## “La Côte d'Ivoire est bien partie”

« Si nous sommes d'accord que l'un des indicateurs de l'émergence, c'est la croissance sur une longue durée ; alors la Côte d'Ivoire est bien partie ». Ces propos ont été prononcés par Dr N'Guessan Coffie, Directeur adjoint chargé de la Recherche au Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (CIRES). C'était hier dans les locaux du CIRES à Cocody, à l'occasion d'une conférence de presse animée par la direction de l'institut de recherche. En effet, explique-t-il, la Côte d'Ivoire enregistre, depuis 2012, un taux de croissance continu qui lui permettra d'atteindre son émergence si cela se poursuit sur le long terme. Car selon lui, la richesse sur une longue période contribue à la transformation structurelle d'un pays. A l'en croire, la Côte d'Ivoire a franchi cer-



La table de séance lors de la conférence.

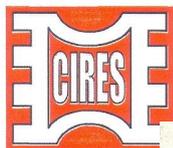
taines étapes, dont l'amélioration du climat des affaires, la sécurité ; qui lui ont permis de réaliser une telle performance. Cependant, avoue-t-il, il faut d'autres facteurs pour l'atteinte de cet objectif. Pour sa part, le directeur du CIRES, Dr Diarra Ibrahim, s'est appesanti sur les missions dudit centre. Les missions du CIRES, dira-t-il, sont d'identifier les problèmes économiques et sociaux du pays et ceux du reste du monde qui exercent un impact certain sur le développement de la Côte d'Ivoire, réaliser des études économiques et sociales en vue d'apporter des solutions aux problèmes identifiés, conduire la réflexion et la recherche fondamentales, etc. Si le CIRES, poursuit Dr Diarra, avait pour activité principale le secteur agricole, aujourd'hui il est orienté vers des thématiques liées à la gouvernance économique et institutionnelle, à la lutte contre la corruption, aux mouvements migratoires, au développe-

ment industriel, à la sécurité et à la paix, etc. « La particularité de la plupart des recherches est que les résultats servent directement à la prise de décisions », se félicite-t-il. Avant d'ajouter que le CIRES se veut un outil de recherche au service du pays pour poser le diagnostic des problèmes afin de préconiser des solutions. La pertinence des activités du CIRES, selon le directeur, lui ont valu la 16<sup>ème</sup> place sur 94 pays au dernier classement Think Tank de l'Afrique au Sud du Sahara et au 1<sup>er</sup> Think Tank national francophone. « Le CIRES devra améliorer ce rang dans les prochaines années », lance-t-il. Pour ce faire, relève Dr Diarra Ibrahim, l'accent sera mis sur le renforcement des capacités des équipes de chercheurs. Notons que le CIRES a été créé le 16 mars 1971 et est rattaché à l'université Félix Houphouët-Boigny.

FT



Atelier 19 mars



N°404 du Lundi 13 au Dimanche 19 Mars 2017 Prix 500 F

# Le Journal de l'Économie

LE SUPPORT DE L'ENTREPRISE, DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DES AFFAIRES

## Recherche et développement

### Le Cires parmi les meilleurs Think Tank d'Afrique

Se positionner comme une référence en matière de travaux de recherches et d'études, tel est l'objectif du Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (Cires) qui veut améliorer sa visibilité aussi bien sur l'échiquier national qu'international. Menant chacun de ses travaux de recherches dans cette perspective, le Cires s'est hissé à la 16<sup>e</sup> place du classement Think tank 2016 Afrique Subsaharienne publié le 1<sup>er</sup> mars 2017 par l'Institut Lauder de l'Université de Pennsylvanie. Ce positionnement obtenu par le centre de recherche a fait l'objet d'une conférence de presse le 9 mars au siège de ladite structure à Cocody. Selon Diarra Ibrahim, Directeur général du Cires, son centre pour l'année 2016 a mis un accent sur les études appliquées, ce qui lui a permis de réaliser un important bond dans le classement Think tank Afrique Subsaharienne en passant de la 28<sup>e</sup> place en 2015 à la 16<sup>e</sup> en 2016. Soit le premier Think Tank francophone dans

ce classement. Par ailleurs, pour l'année 2017, le Cires prévoit plusieurs travaux sur, entre autres, l'élaboration d'un modèle macro-économique pour la Côte d'Ivoire, l'approfondissement de la réflexion sur la définition et les indicateurs alternatifs de mesure de la pauvreté et la conception d'un indicateur d'émergence. Selon les responsables du Cires, la mise en place d'un indicateur d'émergence permettrait d'évaluer le niveau d'évolution économique de la Côte d'Ivoire par rapport à l'échéance 2020 fixé par le Gouvernement. L'Initiative Think Tank (ITT) est un programme visant à renforcer les capacités d'institutions indépendantes vouées à la recherche sur les politiques dans les pays en développement. L'ITT est administrée par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), un organisme canadien.

Gilbert KENDÉ

Quotidien Ivoirien

Informations générales

13<sup>e</sup> année - N° 3885 du

**Mardi 14 Mars 2017**

# L'INTELLIGENT

D'ABIDJAN

■ Le Quotidien Indépendant Dont Vous Avez Rêvé ■

Prix de vente en Côte d'Ivoire :

**F.CFA 300**

infosintelligent@yahoo.fr

intelliabidjan@gmail.com

www.intelligentdabidjan.info

## Dr Diarra Ibrahim, DG du CIRES :

### < Nous voulons l'émergence où l'on mangera à sa faim .... mais ... >

Dr Diarra Ibrahim, Directeur Général du Centre de Recherche Economique et Social (Cires), était face à la presse le jeudi 9 mars 2017, dans les locaux de son institution, pour expliquer les raisons pour lesquelles « la bonne santé économique actuelle » du pays n'est pas encore ressentie dans tous les foyers.

« C'est tout à fait normal » a-t-il lancé, avant de poursuivre : « le taux de croissance de notre pays tourne effectivement autour des 9 %. C'est un taux envié par tous les pays du monde et les Ivoiriens voudraient sentir cela dans leurs assiettes. Mais, il faut être patient. Nous voulons atteindre l'émergence qui sera une période où la richesse du pays sera redistribuée. Là où l'on mangera à sa faim. Mais avant d'arriver à la redistribution, il faut amasser la richesse. Cela si-



Dr Diarra Ibrahim, au centre lors de la conférence de la presse

gnifie qu'il faut beaucoup travailler et manger moins. C'est bien cette période difficile que nous

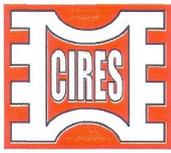
traversons actuellement. Il faut que les Ivoiriens soient patients et qu'on continue de travailler. Ce beau taux de croissance montre que nous sommes effectivement sur la bonne voie pour atteindre l'émergence tant recherchée », a expliqué le DG du Cires.

Il a mis la rencontre à profit pour présenter sa structure et surtout éclairer l'opinion sur le rôle de sa structure, dans la vie économique et sociale du pays. Sur la question, le patron du Cires s'est voulu clair : sa structure a une fonction d'éclairer auprès des décideurs.

Créé le 16 mars 1971, le Centre a pour mission de mener des études sur des sujets sensibles qui touchent à la vie économique de la nation ou de pays tiers qui sollicitent ses services. Le Centre identifie les problèmes économiques du pays et ceux du reste du monde qui exercent

un impact certain sur le développement national. Il réalise des études économiques et sociales en vue d'apporter des solutions aux problèmes identifiés. Il conduit la réflexion et la recherche fondamentale. Le Cires anime les débats scientifiques en économie dans la société ivoirienne. Il dispense aussi des enseignements conduisant à l'obtention de diplômes du troisième cycle. Pour mieux faire connaître ses activités et les résultats de ses recherches, le Cires prévoit organiser des séminaires mensuels. La cérémonie de lancement de cette série de séminaires est prévue pour le 23 mars 2017. Pour l'année 2016, le Cires a été élu meilleur groupe de réflexion d'Afrique francophone et 16<sup>e</sup> en Afrique subsaharienne. Un prix décerné chaque année par l'Université de Pennsylvanie aux USA.

EF



# Le PATRIOTE

www.lepatriote.net

Prix : 300 F CFA

23<sup>ème</sup> Année – N°5224

Mardi 09 Mai 2017

SECTEUR EXTRACTIF

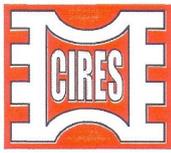
## Une étude du CIREs sur l'autonomisation de la femme

« Croissance en Afrique de l'Ouest : rôle des industries extractives sur l'autonomisation des femmes en Côte d'Ivoire et au Ghana ». Voici le thème de la recherche réalisée, depuis avril 2016, par le Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIREs), dans le cadre du projet Grow-CRDI. Les résultats des travaux ont été restitués, jeudi dernier, au CIREs à Cocody. Selon le directeur adjoint chargé de la Recherche dudit centre, M. Koffi, la Côte d'Ivoire ne peut atteindre son ambition de pays émergent sans la prise en compte des femmes. C'est pourquoi, il a salué ce projet de revalorisation de la femme, tout en souhaitant que ces recommandations permettent de dresser la probléma-

tique de la femme. Pour Mme Kouakou Félicitée, représentante la ministre de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité, les femmes représentent une minorité parmi les travailleurs du secteur extractif. Alors que, soutient-elle, la participation pleine de la femme dans tous les secteurs d'activités contribuera à lutter contre la pauvreté et permettra d'entamer une croissance. Car, pour elle, réaliser l'autonomisation de la femme, c'est réduire les inégalités. « L'Etat de Côte d'Ivoire dispose d'une politique d'équité du genre, donc ce secteur de l'industrie en plein essor ne devrait échapper à cette opportunité de promotion du genre », a-t-elle souhaité. Mise en œuvre conjointe-

ment par la Côte d'Ivoire et le Ghana, cette étude a pour objectif principal de mesurer l'impact des activités extractives sur l'autonomisation de la femme, en particulier sur le niveau de revenu, sur l'accès aux emplois et l'investissement dans l'éducation. Ce projet se veut inclusif en impliquant tous les acteurs du secteur minier ivoirien pour aboutir à l'élaboration de stratégies tangibles de lutte contre les discriminations de genre dans le secteur. Rappelons que le secteur extractif contribue à 353,4 milliards au budget national (2014). En 2011, les femmes représentaient 20% des travailleurs au niveau des emplois formels contre 47% de femmes dans l'emploi informel en 2016.

FT



N°406 du Lundi 27 Mars au Dimanche 02 Avril 2017 Prix 500 F

# Le Journal de l'Économie

LE SUPPORT DE L'ENTREPRISE, DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DES AFFAIRES

Activités d'études et de recherches

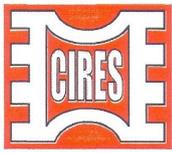
## Le Cires entame la publication des résultats de ses travaux de 2016

« Des chercheurs qui trouvent on en cherche, des chercheurs qui cherchent on en trouve », Le Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIREs) qui a fait cette maxime ivoirienne son leitmotiv a procédé, le 23 mars dernier, à son siège sis à Abidjan Cocody, au lancement de ses séminaires mensuels d'informations visant à disséminer les résultats de ses travaux de recherches et d'études réalisés au titre de l'année 2016. Ces séminaires d'informations se veulent un cadre d'échanges permettant aux décideurs, à l'administration, au secteur privé et à la société civile de formuler des propositions ou

recommandations en vue de l'amélioration de la politique économique et sociale de la Côte d'Ivoire, dont le Cires fait son cheval de bataille. Cette cérémonie de lancement a été ponctuée par la présentation de trois travaux de recherches. Entre autres thèmes abordés durant cette première série de présentation, la question de : « L'efficacité macroéconomique de la réduction de la mortalité infanto-juvénile en Afrique Subsaharienne », développée par Boyé Roméo, Doctorant à l'Unité de Recherche Macroéconomique et Modélisation de l'Université Félix Houphouët Boigny. Selon lui, la santé infanto-juvénile

impacte la croissance économique d'un pays. En ce sens que le taux de mortalité de cette frange de la population a une incidence le revenu par habitant. Lorsque ce taux de mortalité décroît, on enregistre par conséquent, une hausse de la croissance économique. A la suite de Boyé Roméo, deux autres travaux de recherches ont été présentés dont celui relatif à « l'impact des dépenses publiques et de la gouvernance sur le développement en Afrique Subsaharienne » développé par N'Gouan Patrick, chercheur associé au Cires.

GK



N°412 du Lundi 08 au Dimanche 14 Mai 2017 Prix 500 F

# Le Journal de l'Économie

LE SUPPORT DE L'ENTREPRISE, DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DES AFFAIRES

## Agriculture ivoirienne

### Des chercheurs analysent les substitutions des ménages en produits vivriers

Les chercheurs du centre ivoirien de recherches économiques et sociales (CIRES) ont mené une étude sur la substitution des produits vivriers à laquelle se livrent les ménages en fonction du prix et de la rareté des produits sur le marché. Il ressort de cette étude dont les résultats ont été présentés le 04 mai 2017 à Cocody par Dr Béké Tité qu'il existe une relation de substituabilité entre les céréales (riz, maïs, mil) d'une part et les racines et tubercules (Manioc, Igname, etc..) d'autre part. Par contre, selon cette étude, aucune substituabilité n'est établie entre le riz et les autres céréales. Les résultats de cette étude indiquent également que les produits animaux et les légumes sont complémentaires entre eux. De même, les légumes et les produits animaux sont complémentaires aux céréales et aux racines et tubercules. Par ailleurs, selon Dr Béké Tité, l'étude qui s'est focalisée sur les élasticités-prix et revenu de la demande des denrées révèle que les variables régionales sont des facteurs pertinents dans l'explication des

variations des dépenses alimentaires des ménages en côte d'ivoire. Aussi recommande-t-il, qu'une plus grande attention soit accordée aux différences régionales dans la mise en œuvre des politiques de sécurité alimentaire. En outre, les résultats de cette étude mettent également en évidence la nécessité d'intégrer

entièrement les racines et les tubercules dans la politique de sécurité alimentaire, en vue de répondre en partie au déficit structurel en riz dont la Côte d'Ivoire importe chaque année environ 700.000 tonnes.

AY



jeudi 20 Avril 2017 - 300 F

# soininfo

www.linfodrome.ci

n° 6761

DEVELOPPEMENT DURABLE

## L'économie verte comme solution

Changement climatique, pollution, préservation de la diversité biologique. Autant de problématiques qui ont suscité une étude intitulée : « Le verdissement de l'économie ivoirienne: une analyse prospective 2030-2040 ». Le séminaire de restitution de ladite étude a eu lieu le jeudi 13 avril 2017, au Centre ivoirien de recherche économique et sociale (Cires) à Cocody. En effet cette étude basée sur le modèle T21, conçue pour appuyer la planification du développement national, a révélé, selon les investigateurs à savoir, Docteur Béké Tite et Kouakou Yao, qu'il est nécessaire de considérer le capital naturel comme un actif

économique crucial, source de croissance économique et de création d'emplois. Selon eux, la transition vers une économie verte peut jouer un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté et le chômage. « La transition vers une économie verte se présente comme la voie à privilégier pour relever le défi du développement durable face aux crises économiques, écologiques et sociales actuelles », a affirmé Kouakou Yao. Selon Docteur Béké, « en Côte d'Ivoire, ce programme s'inscrit dans un cadre de préservation de l'environnement et répond directement à trois objectifs du développement : réduire l'extrême pauvreté et la faim,

créer de l'emploi et assurer un environnement durable. Tous les secteurs de l'économie ivoirienne disposent en leur sein des potentialités pour contribuer à cette transition économique », a-t-il conclu. Des étudiants et chercheurs de l'Université Félix Houphouët-Boigny étaient venus s'informer et apporter leurs contributions aux résultats de cette étude. Notons que l'économie verte est une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant les pénuries de ressources.

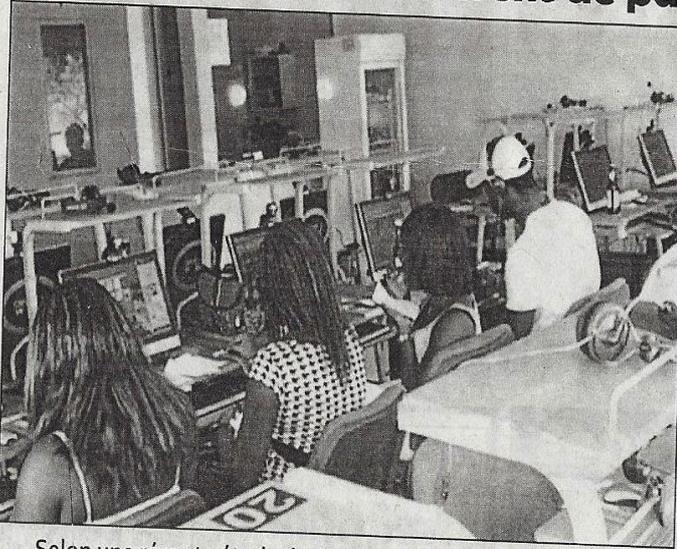
Marlène BOKO (stg)

# Le Journal de l'Économie

LE SUPPORT DE L'ENTREPRISE, DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DES AFFAIRES

Études sur la technologie

## 70% des ivoiriens souffrent de pauvreté numérique



Selon une récente étude du CIRES, 25% des ivoiriens sont en situation d'extrême pauvreté numérique (Ph DR).

Moins que par le passé, la pauvreté se détermine également aujourd'hui au plan technologique. Appelée pauvreté numérique ou encore fracture numérique, celle-ci traduit le fossé qui existe entre la population ayant accès aux TIC et celle qui y a un accès limité. Selon les résultats d'une étude présentée le 15

juin dernier à l'occasion des Séminaires mensuels du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (Cires), 70% des ivoiriens souffrent de fracture numérique, quand 25% figurent dans la catégorie d'extrême pauvreté numérique. Cette étude réalisée par Bongué Mamadou, chercheur associé au Cires et

responsable d'Étude au Conseil café Cacao, relève que ces 70% d'ivoiriens reçoivent des informations, communiquent, mais seulement au moyen du téléphone portable bien que disposant d'une capacité économique moyenne. Quant aux 25%, ils reçoivent, eux, uniquement les informations au moyen de la radio et de la télévision. Ce qui montre bien que la pauvreté numérique est une réalité en Côte d'Ivoire. Bongué Mamadou n'a pas manqué d'évoquer quelques facteurs de cette fracture numérique. L'éloignement des populations d'une grande agglomération fait partie intégrante des causes de cette forme de pauvreté. De même que l'inexistence de source d'énergie amplifie ce mal dans les zones rurales ou le niveau de pauvreté augmente à une vitesse vertigineuse, contrairement aux zones urbaines plus accessibles avec un accès à l'énergie beaucoup plus important.

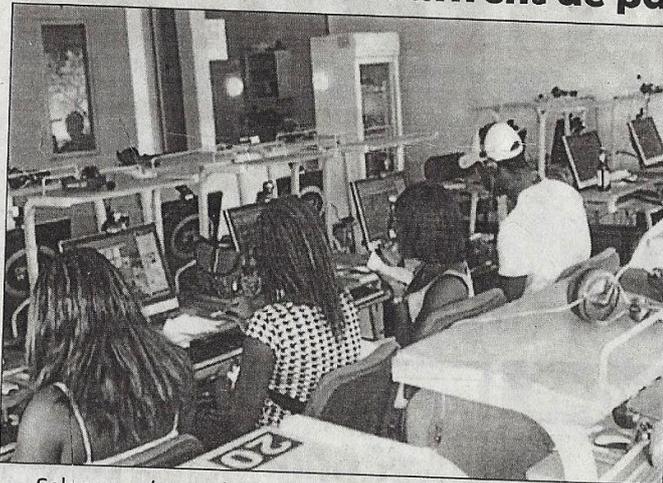
Gilbert KENDÉ

# Le Journal de l'Économie

LE SUPPORT DE L'ENTREPRISE, DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DES AFFAIRES

Études sur la technologie

## 70% des ivoiriens souffrent de pauvreté numérique



Selon une récente étude du CIRES, 25% des ivoiriens sont en situation d'extrême pauvreté numérique (Ph DR).

Moins que par le passé, la pauvreté se détermine également aujourd'hui au plan technologique. Appelée pauvreté numérique ou encore fracture numérique, celle-ci traduit le fossé qui existe entre la population ayant accès aux TIC et celle qui y a un accès limité. Selon les résultats d'une étude présentée le 15

juin dernier à l'occasion des Séminaires mensuels du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (Cires), 70% des ivoiriens souffrent de fracture numérique, quand 25% figurent dans la catégorie d'extrême pauvreté numérique. Cette étude réalisée par Bongué Mamadou, chercheur associé au Cires et

responsable d'Etude au Conseil café Cacao, relève que ces 70% d'ivoiriens reçoivent des informations, communiquent, mais seulement au moyen du téléphone portable bien que disposant d'une capacité économique moyenne. Quant aux 25%, ils reçoivent, eux, uniquement les informations au moyen de la radio et de la télévision. Ce qui montre bien que la pauvreté numérique est une réalité en Côte d'Ivoire. Bongué Mamadou n'a pas manqué d'évoquer quelques facteurs de cette fracture numérique. L'éloignement des populations d'une grande agglomération fait partie intégrante des causes de cette forme de pauvreté. De même que l'inexistence de source d'énergie amplifie ce mal dans les zones rurales ou le niveau de pauvreté augmente à une vitesse vertigineuse, contrairement aux zones urbaines plus accessibles avec un accès à l'énergie beaucoup plus important.

Gilbert KENDÉ

# Le Journal de l'Économie

LE SUPPORT DE L'ENTREPRISE, DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DES AFFAIRES

Déplacement des populations

## Le CIRES et l'OCDE étudient l'impact de la migration sur le développement

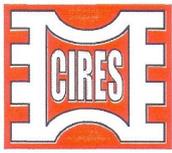


Selon le CIRES et l'OCDE la modification des flux migratoires peut déstabiliser l'économie, mais aussi affaiblir la cohésion sociale (Ph DR).

Etant peu sensibilisés aux synergies et à l'étroite interaction qui existent entre les politiques migratoires et d'autres politiques publiques, de nombreux pays qui ne tiennent pas compte des tendances migratoires

lorsqu'ils élaborent leurs politiques sectorielles ayant une incidence sur le développement. En la matière, la Côte d'Ivoire ne fait malheureusement pas exception. Ne pas prendre en compte la question migratoire peut être source de difficultés, non seulement à l'échelle des ménages, mais aussi au niveau national. C'est ce qui ressort d'une étude réalisée par le Centre de développement (OCDE), en collaboration avec la Commission Européenne, dont les résultats ont été présentés le 5 juillet 2017 à Abidjan. Ce rapport intitulé « Interactions entre politiques, migrations et développement » indique qu'en cas de choc économique ou politique, la modification des flux migratoires est difficile à gérer et peut non seulement déstabiliser l'économie, mais aussi affaiblir la cohésion sociale. Mettant au cœur des réflexions l'articulation entre migrations et développement, ce rapport mis en œuvre par le Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (CIRES) vise à fournir aux gouvernements des données empiriques de l'impact des migrations sur les politiques menées pour les secteurs tels que le marché du travail, l'agriculture et l'éducation. Selon Hyeshin Park, expert à l'OCDE qui a présenté ledit rapport, les résultats démontrent qu'en Côte d'Ivoire la réorganisation des politiques sectorielles va favoriser un meilleur apport de la migration sur deux aspects clés de l'économie : l'émigration et les transferts de fonds.

Gilbert KENDÉ



Conférence de presse projet  
CRDI-CIRES  
Décembre 2015





